

DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

« Mettre en place la mobilité longue des apprentis
de niveaux 3 et 4 »

Cahier des charges

SOMMAIRE

PARTIE I – Informations générales

1 PRÉAMBULE

2 PRÉSENTATION DU CCCA-BTP

3 CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ ET RECEVABILITÉ

4 CRITÈRES ET PROCESSUS DE SÉLECTION

5 CONSTITUTION DES DOSSIERS PROJETS ET CANDIDATURES

6 MODALITÉS DE FINANCEMENT ET CONVENTIONNEMENT

7 NOTIFICATIONS DE SUBVENTIONNEMENT

8 PILOTAGE DES PROJETS LAURÉATS

9 DÉONTOLOGIE ET PUBLICITÉ

SOMMAIRE

PARTIE II – Spécificités de l'appel à projets

- 1 **CONTEXTE** DE LA THÉMATIQUE
- 2 **PÉRIMÈTRE ET OBJECTIFS** DE L'APPEL À PROJETS
- 3 **CARACTÉRISTIQUES ATTENDUES DES PROJETS**
ET INDICATEURS CLEFS
- 4 **BUDGET ALLOUÉ** AUX PROJETS
- 5 **COMMUNICATION** DES PROJETS ET CONSTITUTION DES DOSSIERS

PARTIE I

Informations générales

1 – Préambule

Dans le cadre de la mise en œuvre des politiques de formation professionnelle et connexes définies par les partenaires sociaux du BTP dans leurs accords de branches et afin de répondre aux orientations des [CPNE](#) conjointes du bâtiment et des travaux publics, le CCCA-BTP propose un programme d'appels à projets d'envergure pour accompagner l'expérimentation de projets d'innovation dans le BTP.

Avec ces appels à projets, le CCCA-BTP souhaite encourager le renforcement des coopérations existantes et la création de coopérations innovantes et originales entre acteurs publics et privés d'un territoire, acteurs historiques et émergents.

En 2021, le budget dédié au financement des projets sélectionnés dans le cadre des appels à projets est de 15 M€.

Pilotage et coordination des appels à projets

Le pilotage stratégique des appels à projets est assuré par le Secrétaire Général du CCCA-BTP, la direction des Appels à Projets et des Expérimentations (DAPEX) pilote la structuration, l'organisation et la mise en œuvre des appels à projets et appels à candidature en collaboration avec :

- Le pôle Performance et Ressources (PPR),
- Le pôle Affaires Juridiques et Vie Institutionnelle (DAJVI).

L'expertise Métiers est apportée par l'une ou/et l'autre des deux directions suivantes selon la thématique de l'appel à projets :

- La direction des Politiques de Formation et de l'Innovation Pédagogique (DPFIP),
- La direction du Marketing, du Développement et de l'Innovation Stratégique (DMDIS).

2 – Présentation du CCCA-BTP

Le CCCA-BTP (*Comité de concertation et de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics*) est un organisme à gouvernance paritaire des branches du bâtiment et des travaux publics. Outil des professionnels du secteur de la construction, il met en œuvre la politique de formation professionnelle initiale aux métiers de la construction par l'apprentissage définie par les partenaires sociaux des branches du bâtiment et des travaux publics.

Géré et financé par les professionnels du bâtiment et des travaux publics eux-mêmes, le CCCA-BTP développe depuis près de 80 ans une solide expertise pédagogique de l'alternance et fait de l'innovation un marqueur fort de son action, reconnue au niveau national et bien au-delà des frontières des professions du BTP.

Son ancrage paritaire le connecte directement aux réalités des métiers du bâtiment et des travaux publics et aux besoins en compétences et qualifications professionnelles des entreprises du secteur de la construction sur leur territoire. Le CCCA-BTP crée les outils pédagogiques adaptés aux besoins des entreprises, à la montée en compétences des apprentis et aux nouvelles formes d'apprentissages (BIM, réalité virtuelle, intelligence artificielle, FOAD...). Il a également créé l'incubateur WinLab', pour imaginer les formations aux métiers du BTP de demain.

Dans un environnement qui connaît une profonde mutation avec la mise en œuvre de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, où les méthodes d'apprentissage se digitalisent et les attentes des publics (entreprises, jeunes, salariés...) se diversifient, où la logique de marché s'impose et s'imposera plus que jamais, le CCCA-BTP met son expertise à disposition de l'ensemble des acteurs du bâtiment et des travaux publics (partenaires sociaux, organismes de formation...).

L'expertise du CCCA-BTP en fait un acteur unique et un interlocuteur privilégié, capable d'accompagner l'ensemble des acteurs du secteur de la construction, pour former les apprenants aux métiers du BTP et répondre aux besoins en compétences et qualifications professionnelles des entreprises du secteur de la construction et anticiper les évolutions à venir.

Il accompagne notamment les organismes de formation, pour développer et promouvoir leur activité et accroître leur performance. Pour exercer ses missions, le CCCA-BTP dispose d'une cotisation versée chaque année par les entreprises du BTP. Le dispositif de formation professionnelle initiale par l'apprentissage aux métiers du BTP pour les jeunes de 15 à 29 ans comporte plus de 100 diplômes du CAP au diplôme d'ingénieur et des titres professionnels, dans une trentaine de métiers du BTP.

3 – Conditions d'éligibilité et de recevabilité

Toute structure est éligible au dépôt d'un ou plusieurs projets dans le cadre des appels à projets à la condition stricte que leur projet entre dans les champs d'application des missions du CCCA-BTP à savoir le développement de la formation professionnelle initiale, notamment de l'apprentissage, et de la formation professionnelle continue dans les métiers des professions du bâtiment et des travaux publics.

Ainsi toute structure est en capacité de proposer un projet et doit être en capacité de justifier que celui-ci est économiquement viable.

Le CCCA-BTP encourage les candidatures groupées notamment avec des partenaires et des entreprises du secteur du BTP.

■ Les critères d'éligibilité :

Les projets reçus hors délais et/ou incomplets, au regard des pièces demandées dans le cahier des charges, sont réputés inéligibles, et à ce titre ne seront pas analysés.

■ Les critères de recevabilité :

Les projets sont réputés irrecevables dans les cas suivants :

- Les projets où il n'y a pas de volonté du porteur de projet de diffuser de manière gratuite l'ensemble des productions de son projet à l'ensemble des organismes de formation du BTP ;
- Les projets envisageant une commercialisation des productions proposées ;
- Les projets sans auto-financement ou co-financement (a minima pour 1/3 du budget du projet) ;
- Les projets présentant des solutions types plateforme, application etc. pouvant faire partie d'un développement par le CCCA BTP ;
- Les projets ne rentrant pas dans les missions de développement de la formation professionnelle initiale, notamment de l'apprentissage, et de la formation professionnelle continue dans les métiers des professions du bâtiment et des travaux publics
- Les projets ne répondant pas aux objectifs et périmètre de l'appel à projets
- Les projets reçus incomplets, hors délais ou hors plateforme

Le CCCA-BTP a un rôle dans la définition, la coordination et le pilotage des actions nécessaires au partage des productions/résultats des projets au plus grand nombre de manière libre et gratuite ; le ou les porteur(s) de projet s'engageant de la même manière à mettre à disposition gratuitement les productions/résultats de leurs projets à tous les

organismes de formation du BTP. Dans le cadre des appels à projets, la diffusion des productions et résultats du projet est un critère de recevabilité ainsi qu'un critère d'évaluation.

La direction des Appels à projets et des Expérimentations, en collaboration avec les directions concernées par la thématique, s'assure de la recevabilité et de l'éligibilité des projets. Tout projet ne respectant pas les critères mentionnés ne seront pas étudiés en commission de présélection.

4 – Critères et processus d'évaluation et de sélection

Les critères d'évaluation et de sélection sont identiques à l'ensemble des appels à projets lancés par le CCCA-BTP. Ils peuvent être susceptibles d'évoluer en fonction des décisions du Conseil d'administration. Ils sont au nombre de six et sont répartis sur 100 points.

1. Qualité et performance du projet, sa conformité aux périmètre et objectifs de l'appel à projet mentionnés dans le cahier des charges /20 points ;

La commission de présélection s'attachera notamment à évaluer les points suivants :

- Le projet s'inscrit-il dans les missions portées par le CCCA-BTP ?
- Le contexte et les enjeux de l'appel à projet sont-ils bien pris en compte ?
- Les objectifs du projet sont-ils en adéquation avec ceux de l'appel à projet ?
- Le projet est-il solidement construit (méthodologie, argumentation, adéquation du projet avec les moyens envisagés (financiers, équipe, etc.) ?
- Le caractère structurant du projet ; la qualité des éléments et démarches de diagnostic préalables,
- La qualité de la démarche d'expérimentation ; capacité à faire évoluer le dispositif en mode agile au fur et à mesure du déploiement du projet ; dispositifs envisagés de pilotage, d'évaluation et de capitalisation des expériences
- A-t-il une dimension plutôt -apprentissage - ? Si oui quels sont les métiers touchés par le projet ?
- S'il a une dimension -formation continue, quels sont les publics précis ? pour quels métiers ?
- Le projet est-il en capacité d'atteindre les publics visés ?
- ...

2. Caractère innovant du projet au sens de celui envisagé par le CCCA BTP* /15 points

La commission de présélection s'attachera notamment à évaluer les points suivants :

- En quoi le projet est-il innovant ? *
- Le caractère innovant* (différenciant) du projet démontre-t-il des bénéfices (pour les apprentis, pour les entreprises etc...),
- Quelles sont les actions d'amélioration continue que propose le porteur de projet ?
- Les améliorations sont-elles notables, suffisamment importantes au regard du budget et actions du projet ?
- Sur quels champs s'inscrit l'amélioration continue (organisationnel, pédagogique etc.)
- ...

■ *Définition de l'innovation pour le CCCA-BTP

L'innovation est la recherche constante d'amélioration de l'existant, par contraste avec l'invention, qui vise à créer du nouveau. Elle se distingue de l'invention par le fait qu'elle puisse être immédiatement mise en œuvre par les organisations dans le but d'obtenir une amélioration notable (organisationnelle, pédagogique, performance financière etc.)

L'innovation peut s'entendre de deux manières : soit vis-à-vis des moyens et méthodes d'action mis en place pour traiter un problème, soit vis-à-vis du thème lui-même. Ainsi sera considéré innovant un projet proposant une façon originale de traiter un problème connu, ou abordant une thématique originale, ou les deux.

L'innovation est également un processus collaboratif qui favorise les interactions entre acteurs de différents horizons. L'innovation collaborative est une démarche qui vise à placer au cœur du développement, des organismes de formations et acteurs innovants, l'intelligence collective pour mieux collaborer et innover.

3. Calendrier et rétroplanning de la conception, de la réalisation et de la mise en exploitation du projet et de ses productions ainsi que l'équipe projet pressentie /15 points

La commission de présélection s'attachera notamment à évaluer les points suivants :

- Le porteur de projet présente-t-il un rétroplanning construit et complet de son projet ?
- Le planning du projet est-il séquencé par étapes (conception, réalisation...) et par action avec les durées intermédiaires mentionnées, ...
- L'équipe projet est-elle mentionnée ? Incluant les prénom, nom, fonction, missions, durée temps d'investissement dans le projet... ?)
- Quelle est la durée de réalisation et de déploiement du projet ?
- Quelle est la capacité du projet à faire évoluer le dispositif en mode agile, au fur et à mesure du déploiement du projet ?
- Quels sont les dispositifs envisagés de pilotage (gouvernance), d'évaluation et de capitalisation des expériences ?
- ...

4. Perspectives de démultiplication, de diffusion et de valeur ajoutée du projet et de ses productions /25 points

La commission de présélection s'attachera notamment à évaluer les points suivants :

- Les livrables/productions du projet sont-ils clairement mentionnés ?
- Quels résultats concrets souhaitent atteindre le porteur du projet à travers le projet proposé ?
- Quelle est, ou quelles sont, la ou les valeur(s) ajoutée(s) du projet ?

- Quels sont les indicateurs de performance du projet ? Comment le porteur du projet vérifiera-t-il que son projet porte (ou a porté) ses fruits ?
- Comment le porteur de projet envisage-t-il la diffusion des productions de son projet ? (Pour quelles productions, sur quelles bases, sur quels périmètres géographiques etc.)
- Le porteur de projet respecte-t-il les règles et conditions de diffusion décidées par le CCCA-BTP ?

■ Précisions sur la diffusion des résultats/productions du projet

La diffusion des résultats/productions du projet est, à la fois, un critère de recevabilité et un critère d'évaluation des projets. Le ou les porteurs de projets s'engagent à mettre à disposition gratuitement les résultats/productions de leurs projets à tous les organismes de formation du BTP. Le CCCA-BTP a ainsi un rôle de coordination et de pilotage des actions nécessaires au partage des résultats/productions du projet.

Le CCCA-BTP a un droit d'utilisation, de mise à disposition des productions du projet, de mise en relation, d'organisation d'événements pour valoriser les résultats des projets, tout cela encadré par la convention de subventionnement. Il a un rôle de coordination et d'animation dans la limite de la durée de ce droit déterminé avec le porteur de projet lors de la signature de la convention de subventionnement, le porteur du projet gardant le droit d'auteur de toutes ses résultats/productions liées au projet financé.

Le CCCA-BTP prévoit que la diffusion des résultats/productions sera intégrale.

Dans l'hypothèse où le porteur de projet ne mentionne pas clairement sa volonté de partager gratuitement les résultats/productions de son projet, le dossier ne sera pas étudié par les équipes en charge de la présélection.

5. Budget prévisionnel et éléments permettant de sécuriser le déploiement du projet y compris la part d'auto-financement/co-financement /25 points

La commission de présélection s'attachera notamment à évaluer les points suivants :

- Le budget présenté est-il cohérent au regard du projet, des actions envisagées, des productions, de la diffusion, et de l'équipe prévue ?
- En fonction du financement demandé, du co-financement ou de l'auto-financement prévu, le projet peut-il raisonnablement être déployé ?
- Le porteur de projet finance-t-il à hauteur minimale d'1/3 du budget du projet avec du co-financement et/ou de l'auto-financement ?
- Le budget respecte-t-il les règles et conditions mentionnées dans le cahier des charges ?
- Les dépenses prévues sont-elles éligibles au regard des conditions du CCCA-BTP ?

- Si le porteur de projet prévoit de la sous-traitance, quelle est la part de celle-ci dans le budget global (maximum 30 % du budget du projet) ?

Les comités créés pour l'évaluation et la sélection des projets ne sont pas publics ; les candidats ou leurs ayants droits n'y sont ni admis, ni représentés, sauf s'ils y sont expressément invités par le CCCA-BTP pour les auditions orales.

Process global d'analyse, d'évaluation et de sélection des projets

1/ Une commission de présélection pluri-compétences

La commission de présélection est composée d'évaluateurs émanant de plusieurs directions du CCCA-BTP permettant une analyse et une évaluation complète. Ainsi chaque dossier est évalué en moyenne par quatre à six personnes représentant au-moins trois directions distinctes et à minima : la direction des Appels à Projets et des Expérimentations, la direction métier en charge de la thématique de l'appel à projets et le pôle performance et ressources dont l'expertise est essentiellement financière. Selon les sujets ou la typologie des projets présentés, cette commission peut faire appel à d'autres expertises internes.

La commission de présélection procède à l'examen et à l'évaluation technique des dossiers et des projets et propose les résultats de cette étude au groupe de travail paritaire d'appel à projets (GTP AàP), ainsi tous les dossiers (retenus et non retenus) sont présentés en GTP.

2/ Un Groupe Technique Paritaire (GTP) à expertises multiples et ouvert sur l'extérieur

Le GTP est composé d'administrateurs du CCCA-BTP, en moyenne une dizaine de membres, complété par deux à trois structures extérieures invitées selon les thématiques des appels à projets ainsi que les directions présentes lors des commissions de présélection. Le président et le secrétaire général du CCCA-BTP peuvent se joindre à cette instance. Le GTP donne son avis sur les projets à retenir et le financement prévu pour chacun d'eux ainsi que les projets à exclure, ces avis sont alors portés en Conseil d'administration.

En cas de doute concernant l'analyse d'un projet en commission de présélection, celui-ci sera présenté en GTP pour avis.

Le contrôleur général de l'État et/ou le commissaire du gouvernement est invité à cette phase de sélection.

3/ Le Conseil d'administration

En s'appuyant sur les avis et propositions du GTP, les membres du Conseil d'administration décident des projets à soutenir et leur financement ainsi que les projets à exclure. Cette phase est la partie finale du processus de sélection qui entérine et officialise les résultats des appels à projets.

■ Les demandes de précisions et les auditions orales

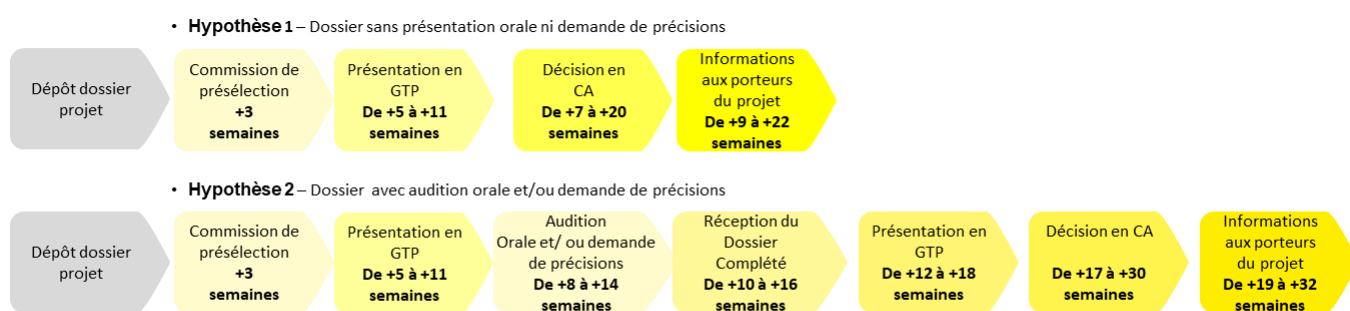
Le CCCA-BTP lors de la phase - 1/ Commission de présélection - se laisse l'opportunité de demander des précisions complémentaires aux porteurs de projet, en général sous format - mail- ou d'organiser des auditions afin qu'ils présentent et précisent leur projet. La phase de présentation orale lors de l'audition sera restreinte à un temps déterminé équivalent entre les candidats sélectionnés. La convocation à cette audition comportera les modalités de déroulement de celle-ci.

À l'issue de ces demandes de précisions complémentaires ou d'auditions orales, les candidats sont invités à déposer un dossier projet complémentaire qui sera réputé comme définitif. L'apport de précisions complémentaires doivent permettre de mieux comprendre le projet et ne doivent pas changer la nature du projet déposé.

Les dossiers complémentaires seront analysés par la commission de présélection et présentés en GTP pour avis puis en Conseil d'administration pour décision finale.



Schéma du processus de sélection



Échéances théoriques selon les périodes de l'année

5 – Constitution des dossiers des projets

Les projets devront impérativement être déposés complets sur la plateforme d'appels à projets du CCCA-BTP à l'adresse www.appels-a-projets-cccabtp.fr avant la date et l'heure d'échéance prévues pour chaque appel à projet.

Après la date et l'heure prévues dans le cahier des charges et sur la plateforme, aucun dépôt ne pourra être fait, la plateforme ne l'autorisant pas. Aucun dossier envoyé par mail ni voie postale ne sera téléchargé ni étudié.

Les documents financiers et administratifs demandés par la plateforme (espace candidat) devront être déposés sur l'Espace candidat de la plateforme d'appels à projets. Les documents demandés dans le cahier des charges devront être envoyés avec le dossier projet.

Chaque porteur de projet devra créer son Espace candidat pour pouvoir candidater aux appels à projets du CCCA-BTP. Cet Espace candidat devra être complété dans sa totalité pour être en capacité de déposer des projets.

Un guide de création de l'Espace candidat est à disposition sur simple demande à l'adresse : cellule.aap@ccca-btp.fr

■ Constitution du dossier de réponse

Le dossier complet de réponse comporte :

▪ Le dossier projet

- La présentation complète du projet incluant notamment :
 - Une présentation du porteur de projet et de ses éventuels partenaires,
 - Une description des moyens humains pressentis sur le projet [nombre d'acteurs mobilisés et leur rôle]
 - Un détail des moyens techniques mobilisés (ressources mises à disposition)
 - Une présentation des actions prévues par objectif du projet
 - Les indicateurs de résultats envisagés
 - Les modalités de diffusion des résultats/productions du projet
 - Une description de la gouvernance du projet (composition du comité de pilotage du projet notamment)
 - L'équipe projet pressentie (modèle présenté en annexe du cahier des charges) ainsi que la description de la gouvernance du projet (composition du comité de pilotage du projet et le calendrier prévisionnel de son fonctionnement) les méthodes de travail et de gestion de projet (mode agile etc.)
 - Un calendrier du projet et de ses actions, tant pour la conception et le déploiement du projet (modèle présenté en annexe du cahier des charges)

- Le budget détaillé (modèle présenté en annexe du cahier des charges) incluant notamment le détail des moyens techniques et humain mobilisés ;
- Le plan de financement permettant de sécuriser la réalisation et le déploiement du projet
- Tout autre document utile pour la compréhension du projet (cahier des charges etc...)
- Une lettre de motivation mentionnant les argumentations et les plus-values du projet présenté au regard des éléments de l'appel à projet
- La fiche synthétique projet dûment complétée (modèle en annexe du cahier des charges)
- Dans le cas d'un consortium, la contractualisation signée de l'accord de consortium entre les parties et précisant notamment :
 - Le nom et coordonnées du coordonnateur et des membres du consortium
 - La gouvernance du projet entre les partenaires,
 - La répartition du projet entre les partenaires,
 - L'affectation de la subvention entre les partenaires,
 - Les responsabilités de chacun quant à la réalisation du projet,
 - Les modalités de retrait et d'exclusion d'un partenaire et les solutions retenues pour réaliser le projet.

▪ Pièces administratives

- L'attestation de responsabilité civile du porteur et de ses partenaires (à jour soit l'année du dépôt du projet)
- Le dernier Bilan et compte d'exploitation du porteur de projet et de ses partenaires, sous-traitants et intervenants indépendants
- L'extrait Kbis de l'équipe projet, y compris en cas de sous-traitance en chaîne
- Le cahier des charges de l'appel à projets (paraphé et signé)

- **L'ensemble des pièces administratives et financières sont à charger sur l'espace candidat du site www.appels-a-projets@cccabtp.fr dans l'appel à projets concerné**

6 – Modalités de financement et conventionnement

Financement des projets

Le financement des projets par le CCCA-BTP ne pourra excéder 2/3 du budget total du projet, le CCCA-BTP se réservant la possibilité de financer en deçà de cette limite.

Le CCCA-BTP prévoit une fourchette de financement maximum par projet de 200 K€ pour l'ensemble des appels à projets proposés en 2021, excepté pour le sujet sur la mobilité longue (appel à projet N°8) où le financement maximal par projet est porté à 80 K€ maximum.

Un tiers minimum du budget du projet doit être financé par apports complémentaires du porteur de projet en co-financement et/ou en auto-financement.

Le porteur du projet doit présenter clairement dans son budget les co-financements obtenus (ou en cours d'obtention avec les dates de réponse prévues) et/ou l'auto-financement envisagé.

■ Les dépenses éligibles à financement

Les dépenses prises en charge dans le cadre de financement de projet sont liées à la conception et à la mise en œuvre des projets, à savoir :

- Les dépenses de productions intellectuelles réalisées par les porteurs de projet (études d'ingénierie du projet, préparation, coordination, suivi, pilotage etc...)
- Les dépenses de campagnes, de promotion, ou de communication (y compris les dépenses dans l'évènementiel) ;
- Les dépenses d'équipements et autres immobilisations dédiées au projet (logiciels, matériels, agencements etc...). Dans ce cadre le financement du CCCA-BTP sera de 50 % maximum du budget envisagé ;
- Les dépenses de sous-traitance liées à la production intellectuelle doivent être clairement mentionnées dans le budget du projet et ne doivent en aucun cas dépasser 30 % du budget total du projet ;
- Les dépenses de personnel affectés au projet doivent être clairement identifiées dans le fichier joint au cahier des charges.

■ Les dépenses non éligibles à financement

Les investissements immobiliers liés à des constructions ou des entretiens d'immeubles ne sont pas éligibles à financement.

■ Le financement sera versé en trois tranches

- Une première tranche, correspondant à 40 % du montant maximal de la subvention au moment de la contractualisation (signature de la convention de subventionnement) après de l'attestation de cofinancement signée par le bénéficiaire

- Une deuxième tranche portant le montant total des versements à 80% du montant maximal de la subvention à mi-parcours du projet à l'appui d'un état des dépenses engagées et de travaux produits ou justifiés
- Le solde du financement à l'issue du projet sous réserve de la réalisation effective des dépenses, à la transmission d'un rapport-bilan final du projet, et de l'atteinte des résultats du projet et de la mise à disposition de l'ensemble des productions du projet au CCCA-BTP.

7 – Notifications

Une fois l'accord du Conseil d'administration, les porteurs de projets lauréats reçoivent une lettre de notification mentionnant notamment le montant du financement prévu par le CCCA-BTP et le taux de financement accordé.

Une convention de subventionnement sera établie avec chaque lauréat et avant tout lancement de projet.

Elle précisera notamment :

- Détail du projet et des actions
- Durée de réalisation du projet et des lots du projet
- Liste des livrables/productions/ du projet
- Règles de diffusion, de copropriété éventuelle et d'exploitation ou d'utilisation des livrables/productions du projet
- Confidentialité des résultats avant la fin du projet
- Les modalités de pilotage de la convention et du projet avec un comité de pilotage trimestriel et trois documents à communiquer (état d'avancement du planning du projet, suivi des temps de l'équipe projet et suivi du budget du projet)
- Financement : montant, nature des dépenses prises en charge, tranches prévues et périodes de versement
- Communication autour du projet
- Garanties administratives
- Données personnelles
- Manquements, inexécutions, litiges
- Pièces jointes diverses (planning de l'action, équipe projet, budget prévisionnel etc...)
- Et tout autre élément spécifique au projet nécessitant une formalisation et un engagement conjoint.

■ Les projets non sélectionnés

Une fois la décision du Conseil d'administration validée, les porteurs de projets reçoivent une lettre de notification mentionnant notamment les raisons de la non-sélection de leur projet, ceci afin de les aider à perfectionner leur méthode en vue de candidature future aux appels à projets du CCCA-BTP.

8 – Pilotage des projets lauréats

La responsabilité de réalisation et la qualité des résultats du projet est exclusivement portée par le porteur de projet, en tant que financeur, le CCCA-BTP ayant un rôle de suivi et d'évaluation des financements accordés et versés au regard du projet déposé et validé par le Conseil d'administration.

Le pilotage du CCCA-BTP a donc pour fonction de :

- Veiller au suivi et à la bonne exécution de la convention de subventionnement ;
- Partager des éléments d'information relatifs aux partenaires ou à l'évolution du projet et envisager des solutions aux problématiques présentées (modification contractuelle notamment).

Pour chaque projet lauréat, une équipe de pilotage dédiée sera constituée, côté du CCCA-BTP notamment par : la direction des Appels à Projets et des Expérimentations, la direction métier concernée par la thématique et le conseiller de gestion en charge du suivi du projet et toute autre personne intervenant dans le processus de suivi tout au long des étapes définies par le projet. Ce seront les interlocuteurs privilégiés pour le porteur de projet.

Le porteur de projet devra alimenter les documents de reporting, selon la périodicité définie, mentionnés dans la convention de subventionnement et inviter le CCCA-BTP lors de l'organisation des COPIL du projet dont la périodicité sera déterminée avec le porteur de projet au moment de la contractualisation de la convention.

À l'issue du projet, un bilan quantitatif et qualitatif sera produit et présenté par le porteur de projet du CCCA-BTP. Le CCCA-BTP établira de son côté une évaluation des projets notamment au moment du paiement des tranches de subventions. Le porteur de projet enverra complétés, selon la périodicité décidée avec le CCCA-BTP, les modèles adressés ainsi que les justificatifs de dépenses liés au projet. La documentation rendant compte des actions financées dans le cadre des appels à projets, de leurs résultats et de leur impact, ainsi que l'ensemble des productions du projet, à vocation à être rendue publique au terme du processus.

9 – Déontologie et publicité

■ Transparence, régularité et égalité de traitement

Les documents transmis dans le cadre des appels à projets sont soumis à la plus stricte confidentialité et ne sont utilisés que pour la bonne marche du processus de sélection.

Les phases éventuelles d'auditions avec les candidats sont menées par le CCCA-BTP individuellement et séparément avec chaque candidat. Les candidats, les termes des discussions, épreuves et échantillons intermédiaires d'un candidat restent confidentiels et

non communiqués par le CCCA-BTP aux autres candidats. Aucune indication n'est donnée au candidat par le CCCA-BTP sur les candidats et les projets concurrents jusqu'à la notification à l'attributaire du financement et dans la limite de ce qui est diffusable entre candidats (la seule publication des projets sélectionnés).

Les échanges sont menés dans le respect des principes d'égalité de traitement entre candidats et de mutualisation des informations relatives aux réponses d'intérêts communs pouvant servir positivement les offres de l'ensemble des candidats. Aucune prise de contact n'est autorisée directement avec les membres du jury, pour garantir l'égalité et l'unicité de traitement des candidats et une mutualisation optimale des questions-réponses.

Toute personne ayant un intérêt personnel à agir dans les projets sélectionnés devra s'abstenir de donner son avis. Les résultats de l'appel à projets font l'objet d'une notification à chacun des porteurs de projet ayant candidatés. Dans toutes ses démarches, le porteur s'engage à respecter la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel en vigueur, en veillant notamment à l'information et à l'exercice des droits des personnes concernées. Le projet s'inscrira dans le respect de l'application du règlement général européen relatif à la protection des données personnelles.

■ Responsabilité

Le CCCA-BTP ne saurait en aucune circonstance être tenu responsable, sans que cette liste soit limitative de :

- La transmission et/ou de la réception de toute donnée et/ou information sur Internet ;
- Tout dysfonctionnement du réseau Internet empêchant le bon déroulement de l'appel à projets ;
- La perte ou de l'altération de toute information ou donnée ;
- La contamination du matériel informatique du candidat ;
- D'une indisponibilité temporaire, partielle ou totale, du site Internet notamment en cas de maintenance du site Internet ou du serveur sur lequel il est hébergé ;
- Toute défaillance technique, matérielle et logicielle de quelque nature, ayant empêché ou limité la possibilité pour le candidat de participer à l'appel à projets.

Il est précisé que le CCCA-BTP ne peut être tenu responsable de tout dommage direct ou indirect issu d'une interruption, d'un dysfonctionnement quel qu'il soit, et ce pour quelque raison que ce soit, en lien avec l'utilisation d'un service de communication en ligne.

Il appartient à tout candidat d'adopter toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et/ou logiciels stockés sur son équipement informatique contre toute atteinte et actes de piraterie.

PARTIE II

Spécificités de l'appel à projets

« Mettre en place la mobilité longue des apprentis de niveaux 3 et 4 »

1 – Contexte de la thématique

Pour augmenter l'attractivité des formations BTP, il est possible de s'appuyer sur des séjours professionnels en Europe, y compris dans le cadre des contrats d'apprentissage et de professionnalisation pour tout diplôme, titre professionnel ou CQP. Cette « mobilité européenne à des fins de formation » est largement promue par l'Union européenne dans le cadre du programme européen pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport Erasmus+ ouvert à tous publics en formation, y compris par apprentissage. Les périodes de formation à l'étranger d'une durée de deux à trois semaines, sont mises en place d'une façon régulière par de nombreux CFA proposant des formations aux métiers du BTP et notamment par 40% des CFA du BTP à gouvernance paritaires. Dans ce cadre-ci, l'essentiel des mobilités sont intégrées au consortium d'organismes de formation piloté par le CCCA-BTP qui bénéficie, depuis 2020, d'une accréditation Erasmus+ pour déposer des demandes de financement simplifiées pour la mobilité européenne. D'autres structures, comme les Compagnons du Devoir et du Tour de France, des réseaux consulaires ou les Maisons Familiales et Rurales, proposent aussi de tels parcours de formation. Ceci est en phase avec la loi du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » où la mobilité européenne est inscrite en tant que levier pour développer des compétences professionnelles et sociales en vivant des situations d'apprentissage et de travail dans un autre pays.

L'Union européenne a lancé, en 2020, malgré la crise sanitaire Covid-19, le deuxième programme Erasmus+, en vigueur sur la période 2021-2027. Ce nouvel Erasmus+ prévoit encore plus de moyens financiers que le précédent pour les formations professionnelles dans un autre pays européen, aussi bien sous forme de **mobilité courte (de deux semaines à trois mois)** que de **mobilité longue (de trois à douze mois)**. Le Conseil d'administration du CCCA-BTP abonde, depuis plus de 20 ans, les fonds européens (Erasmus+ actuellement) sous forme de co-financements d'équilibre pour ces deux types de mobilité, quel que soit le niveau de diplôme ou de titre professionnel préparé. Depuis 2020, un financement complémentaire de la mobilité européenne peut également être obtenu auprès des OPCO, à condition que celle-ci fasse partie intégrante du contrat de formation.

Le présent appel à projets se situe donc en complément des financements des actions de mobilité existants pour **inciter les organismes de formation aux métiers du BTP à concevoir les conditions de mise en œuvre de la mobilité longue, de trois à douze mois, par nature individuelle et demandant un mode d'accompagnement particulier**. Concernant la mobilité courte, les effectifs bénéficiaires ont en effet plus que doublé en quatre ans, en passant de 280 apprentis en 2016 à 630 en 2019 dans les CFA qui participaient aux différents projets pilotés par le CCCA-BTP (le nombre de bénéficiaires en mobilité durant l'année 2020 ne peut pas être considéré comme significatif du fait de la pandémie Covid-19). Il s'agit, à plus de 80%, d'apprenants préparant des diplômes de niveau 4, comme des BP à composante européenne (BPCE) qui intègrent deux périodes de formation de deux semaines à l'étranger.

La mobilité longue n'est en revanche pratiquée que très ponctuellement et presque exclusivement en post-apprentissage car les obstacles d'ordres financier, administratif et organisationnel sont encore nombreux. Par ailleurs, contrairement à la mobilité courte qui est basée sur des départs groupés de sections entières, la mobilité longue demande des mises en place et des accompagnements essentiellement individuels, ce qui nécessitera la construction de projets professionnels dont les objectifs et les contenus varieront en fonction de leurs bénéficiaires. Simultanément, ceux-ci devront permettre aux organismes et établissements de formation qui souhaitent s'y lancer de dynamiser leurs démarches vers les entreprises et les jeunes pour les attirer vers les métiers du secteur, en faisant de la mobilité longue un facteur d'attractivité supplémentaire et une plus-value de leur offre, ainsi qu'un moyen de différenciation par rapport aux organismes de formation qui ne la proposent pas.

Les analyses faites par le CCCA-BTP sur la période 2015-2019 démontrent que les établissements de formation qui ont mis en place la mobilité européenne en tant que composante intégrante des parcours de formation (par exemple, les brevets professionnels à composante européenne) remplissent plus facilement l'ensemble de leurs sections d'apprentis, y compris celles où cette mobilité n'est pas proposée. En effet, la mobilité transnationale engendre une attractivité et une performance auxquelles sont sensibles de plus en plus de jeunes et d'entreprises. En revanche, les opportunités qui pourraient être offertes par la mobilité longue, y compris pour les premiers niveaux (3 et 4), ne sont pas encore suffisamment exploitées. C'est donc l'un des objectifs de cet appel à projets.

Liens utiles :

Présentation générale du programme Erasmus+ 2021 : <https://agence.erasmusplus.fr/programme-erasmus/presentation-programme-erasmus/quest-ce-que-le-programme-erasmus/>

Témoignages des apprenants se formant avec les Compagnons du Devoir et du Tour de France qui ont bénéficié des formations en Europe : <https://generation.erasmusplus.fr/bourse-erasmus-stage-apprenti/>; <https://generation.erasmusplus.fr/les-ambassadeurs/vanessa-duval/>

Association Euro App Mobility qui travaille sur les freins à la mobilité longue : <https://www.euroappmobility.eu/>

Article du Centre Inffo sur le développement de la mobilité longue : <https://www.centre-inffo.fr/site-centre-inffo/actualites-centre-inffo/le-quotidien-de-la-formation/articles-2020/deployer-la-mobilite-longue-des-apprentis-en-europe-jean-arthuis-euro-app-mobility>

2 – Périmètres et objectifs de l'appel à projets

Périmètres :

Le présent appel à projets fixe comme périmètre la mise en place d'actions expérimentales de mobilité longue (de trois à douze mois), intégrées dans les parcours de formation alternés (contrats d'apprentissage et contrats de professionnalisation) conduisant aux diplômes et titres professionnels du secteur du BTP, de niveaux 3 et 4. Ces actions devront apporter une valeur ajoutée concrète pour les jeunes ou les bénéficiaires de formation, pour les entreprises et pour les organismes et établissements de formation. Actuellement, la mobilité longue est pratiquée essentiellement en post-apprentissage et avec un soutien proposé dans le cadre du programme européen Erasmus PRO qui fait partie intégrante du programme Erasmus+. En revanche, elle est peu développée dans le cadre des contrats d'apprentissage, bien que ceux-ci puissent être mis en veille pendant les périodes de formation à l'étranger.

En s'appuyant sur **les projets qui font l'objet de cet appel, dont la durée sera de dix-huit mois**, le CCCA-BTP souhaite impulser un travail sur **l'inclusion de la mobilité européenne longue dans les parcours de formation réalisés pendant les contrats d'apprentissage ou les contrats de professionnalisation, éventuellement mis en veille pendant ladite mobilité, sans que le bénéficiaire perde son statut d'apprenant**. Il s'agit donc de concevoir et de s'engager à expérimenter de telles mobilités (de trois à douze mois, en une ou plusieurs périodes de trois mois minimum) avec des apprenants préparant des diplômes ou titres professionnels du secteur du BTP, de **niveaux 3 et 4**.

En revanche, restent hors périmètre de cet appel à projets :

- * les mobilités inscrites dans les formations professionnelles relevant de l'enseignement supérieur (niveau 5 et plus),

- * les mobilités inscrites dans les parcours de formation autres que ceux organisés sous forme de contrats d'apprentissage ou de contrats de professionnalisation,

- * les mobilités en post-apprentissage, même pour les détenteurs de diplômes ou titres professionnels de niveaux 3 et 4 obtenus par la voie d'apprentissage.

Les projets qui seront déposés devront porter sur la conception de la mobilité longue. Ils devront donc démontrer clairement comment des organismes candidats procéderont pour préparer, réaliser concrètement et exploiter ensuite des actions de mobilité longue inscrites dans les formations alternées de niveau 3 et 4. En outre, les réponses devront contenir un engagement de réaliser, à titre expérimental, au moins deux (si un seul établissement candidat) ou trois (si deux établissements candidats ou plus) parcours de formation longue à l'étranger de trois à douze mois. Ainsi, la perspective de réaliser concrètement des mobilités longues fait partie des engagements contractuels à satisfaire impérativement, même si celles-ci ne peuvent pas être financées dans le cadre de cet appel à projets.

En effet, cet appel à projet ne vise pas les demandes de financement pour la réalisation des mobilités elles-mêmes, car d'autres sources de financement sont disponibles, principalement dans le cadre du programme Erasmus+, des enveloppes budgétaires de certains OPCO et des financements d'équilibre du CCCA-BTP. Ainsi, un appel à candidatures Erasmus+ pour participer à la mobilité européenne (courte et longue) sur la période 2022-2024 dans le cadre d'un consortium piloté par le CCCA-BTP et

s'adressant à tous les établissements de formation par alternance aux métiers du BTP ayant un projet de mobilité européenne précis, sera lancé en novembre 2021. Il sera indépendant de cet appel à projets.

Objectifs visés dans le présent appel à projets :

Objectifs stratégiques

- Travailler sur les enjeux et sur les conditions d'organisation des mobilités longues pour les apprenants en contrat d'apprentissage ou en contrat de professionnalisation préparant aux diplômes ou titres professionnels BTP de niveaux 3 et 4, en tant qu'atout supplémentaire pour leur employabilité et pour la performance de leur entreprise.
- Passer d'une logique d'envoi groupé en mobilité européenne à une logique d'accompagnement des projets individuels, tout en responsabilisant davantage leurs bénéficiaires.
- Renforcer une image de marque positive des organismes et des établissements de formation aux métiers du BTP, ainsi que des entreprises volontaires, capables de promouvoir, de mettre en place et d'accompagner des initiatives innovantes de professionnalisation tout au long de la vie, y compris par le biais de la mobilité européenne longue pour les niveaux 3 et 4.

Objectifs opérationnels

- Organiser les capacités de conception et de mise en œuvre de la mobilité européenne longue (de 3 à 12 mois) dans le cadre des parcours de formation par apprentissage de niveaux 3 et 4, avec une possibilité de mettre en veille le contrat d'apprentissage pendant cette mobilité.
- Identifier les freins à la mobilité longue dans son contexte territorial et proposer des solutions pour les surmonter, en collaboration avec des partenaires externes pertinents.
- Structurer les partenariats nationaux et européens (avec des entreprises, des centres de formation à l'étranger et autres parties prenantes) pour mettre en œuvre la mobilité longue, en y intégrant les attentes spécifiques des entreprises et des apprenants concernés.
- Élaborer une stratégie pour un plan de communication permettant de recruter des apprenants volontaires pour la mobilité longue, en lien avec les familles et les entreprises.
- Concevoir des démarches pédagogiques à caractère individualisé pour identifier des compétences techniques, transversales et sociales à acquérir au cours de la mobilité longue à l'étranger, en s'appuyant sur l'ingénierie de formation innovante comprenant, le cas échéant, la « mobilité virtuelle » ou eTwinning, en amont de la mobilité réelle.
- Créer une démarche permettant de faire reconnaître les acquis de l'apprentissage à l'étranger soit dans le cadre certificatif français (via ECVET ou autre), soit dans un autre cadre (p. ex. open badge), en y incluant, le cas échéant, une collaboration avec les organismes de certification français et les établissements de formation étrangers.
- Proposer des démarches et une organisation permettant de gérer les aspects administratifs, financiers et organisationnels, en coordination avec les parties prenantes concernées.

- Réaliser concrètement au moins deux mobilités longues (individuelles) pendant la durée du projet (dix-huit mois) si le projet est proposé par un seul établissement et au moins trois mobilités longues si deux établissements ou plus (CFA ou autres) sont impliqués dans le projet. Faire au moins un bilan partiel de ces mobilités (si celles-ci ne sont pas terminées à l'échéance du projet).
- Élaborer une stratégie pour un plan de communication permettant de partager les résultats des séjours professionnels à l'étranger avec d'autres parties prenantes, dans le but de faire de la mobilité longue une composante durable de la formation dans sa propre structure.

Élaborer une stratégie d'essaimage des productions du projet au niveau territorial, régional et national

3 – Caractéristiques attendues des projets et indicateurs clefs

Caractéristiques attendues :

Les projets doivent avoir une dimension opérationnelle prononcée. Par conséquent, la phase conceptuelle a du sens uniquement s'il y a une stratégie permettant de mettre en place des actions de mobilité longue bien réelles et de les réaliser en grandeur nature.

En outre, les projets doivent mobiliser des équipes clairement identifiées, composées de responsables pédagogiques, de conseillers jeune-entreprise, de maîtres d'apprentissage, de responsable communication, de responsable administratif et de tout autre partenaire (y compris externe) indispensable à leur bonne réalisation. L'équipe projet sera coordonnée par un chef de projet clairement désigné qui sera également la personne référence auprès du CCCA-BTP.

Les projets devront aboutir à des productions clairement identifiées, aussi innovantes et interactives que possible, telles que guides méthodologiques, documents de référence, recueils de bonnes pratiques, ressources formatives, guides et documents pour la validation des acquis de la formation à l'étranger, documents méthodologiques pour l'évaluation des actions à l'étranger par différentes parties prenantes, kits de communication, etc. Elles pourront être totalement inédites ou constituer la finalisation d'une expérimentation existante avec pour objectif de permettre un essaimage sur un champs plus large.

Chacun des publics concernés par les productions devra être clairement identifié : apprenants, équipes pédagogiques françaises et étrangères, entreprises, partenaires institutionnels y compris le CCCA-BTP, autres organismes de formation (dans le cadre de mutualisation des ressources), etc.

Par ailleurs, la qualité des productions visées devra être suivie d'une façon structurée en coordonnée, afin de vérifier périodiquement leur conformité au cahier des charges initial et, le cas échéant, pour procéder, avec anticipation, à des ajustements nécessaires.

Enfin, les plans d'essaimage des résultats sur son territoire, aux niveaux régional, national voire européen doivent être de qualité, car ceux-ci permettront de communiquer sur les projets, afin que toutes les parties prenantes potentiellement intéressées par des mises en place opérationnelles de la mobilité longue dans leurs établissements puissent bénéficier des productions et des expériences faites.

Indicateurs clefs :

Indicateurs qualitatifs

- La qualité de l'ingénierie de formation pour la mise en place de la mobilité longue visée dans le projet, l'accent étant mis sur :
 - La démarche d'identification du profil et des attentes des bénéficiaires (principalement des majeurs en formation par apprentissage).
 - La démarche d'identification des attentes et besoins des entreprises avec qui les bénéficiaires ont signé le contrat d'apprentissage ou le contrat de professionnalisation.
 - La démarche d'identification de l'offre de formation en entreprise dans le pays d'accueil et de sa cohérence avec le dispositif de formation suivi en France.
 - La qualité d'outils d'aide à la conception, à la réalisation et à l'évaluation des parcours de formation incluant la mobilité européenne longue : pertinence des documents supports et des tableaux de bord prévus.
 - La qualité des dispositifs de reconnaissance des acquis d'apprentissage envisagés lors des périodes de formation longue, mis en place dans le pays d'accueil.
 - La démarche de reconnaissance des acquis d'apprentissage à l'étranger dans le cadre des contrats de formation français (en s'appuyant sur ECVET, par exemple).
- La qualité de la préparation de la mobilité longue au-delà de son aspect purement professionnel, l'accent étant mis sur :
 - L'ampleur et l'efficacité des actions de communication en faveur de la mobilité longue pour identifier les candidats-futurs bénéficiaires.
 - La préparation linguistique, culturelle et professionnelle des candidats, dans le cadre de leur accompagnement individualisé.
 - Les démarches pour préparer les entreprises étrangères à l'accueil des apprenants français sur le plan professionnel, culturel et organisationnel (visites préparatoires, par exemple).
 - La qualité de l'accompagnement individualisé proposé aux bénéficiaires pour préparer la mobilité longue sur les plans logistique et financier.
- La qualité et la fiabilité des partenariats dans le pays d'accueil (entreprises, organismes de formation, organismes intermédiaires si besoin).
- La qualité et les compétences des équipes mobilisées pour le projet dans les organismes et établissements de formation français et étrangers, pour la réalisation du projet lui-même et pour l'accompagnement individualisé des bénéficiaires.
- La qualité de la stratégie de communication mise en œuvre sur les plans local, régional, national et transnational pour faire connaître les résultats du projet, les rendre connus et accessibles et,

par la même occasion, encourager les autres établissements à se lancer dans la mobilité longue de premiers niveaux (3 et 4).

Indicateurs quantitatifs

- Le nombre d'actions de communication mises en place et le nombre de participants à ces actions.
- Les nombre de diplômes, titres professionnels ou CQP concernés par la démarche de mobilité longue de premiers niveaux.
- La durée des périodes de mobilité longue prévues et réalisées.
- La nombre et la qualité des parcours de formation individualisés réalisés.

4 – Budget alloué aux projets

Le budget maximum alloué à chaque projet et validé en Conseil d'administration ne pourra excéder 80 K€ pour cet appel à projets.

Pour rappel, tel que mentionné dans la partie I du cahier des charges, et dans la limite du montant maximum alloué au projet de 80 K€, la prise en charge financière du CCCA-BTP n'excédera pas les 2/3 du budget total du projet, les 1/3 restant doivent être pris en charge en cofinancement et/ou en autofinancement par le porteur du projet. Ces éléments devront être clairement identifiés dans le budget présenté dans le dossier de réponse.

Pour tous les éléments de prise en charge financière dans le cadre des appels à projets, le porteur de projet se référera à la partie I du cahier des charges des appels à projets.

5 – Communication des projets et dossiers de candidature

Les projets devront impérativement être déposés complets sur la plateforme d'appels à projets du CCCA-BTP à l'adresse www.appels-a-projets-cccabtp.fr avant la date et l'heure d'échéance prévues pour chaque appel à projet.

Après la date et l'heure prévues dans le cahier des charges et sur la plateforme, aucun dépôt ne pourra être fait, la plateforme ne l'autorisant pas. Aucun dossier envoyé par mail ne sera téléchargé ni étudié.

Les documents financiers et administratifs demandés dans le cahier des charges et dans l'Espace candidat devront être déposés soit sur l'Espace candidat du porteur de projet sur la

plateforme d'appels à projets soit dans le dossier projet remis sur la plateforme. Chaque porteur de projet devra créer son Espace candidat pour pouvoir candidater aux appels à projets du CCCA-BTP.

Un guide de création de l'Espace candidat est à disposition sur simple demande à l'adresse :

cellule.aap@ccca-btp.fr

La date et l'heure ultimes de dépôt des dossiers (projet, annexes et documents financiers et administratifs) sont fixées au :

Le 9 NOVEMBRE AVANT 20 HEURES.

Les dossiers seront étudiés qu'après la date et l'heure d'échéance prévues et respecteront les phases de sélection précisées dans la partie I du présent cahier des charges.

Le CCCA-BTP garantit une égalité de traitement pour les questions et les réponses. Deux FAQ sont disponibles sur la plateforme d'appels à projets : une FAQ d'ordre général, la seconde spécifique par appel à projet. Toutes les questions devront être posées sur la plateforme d'appels à projet, les réponses apportées le seront également.

AUCUNE RÉPONSE ORALE NE SERA DONNÉE.

Pour rappel les critères d'éligibilité, recevabilité et sélection sont précisés dans la partie I du cahier des charges de l'appel à projets.



RENDEZ-VOUS SUR :

www.appels-a-projets-cccabtp.fr

Pour plus d'informations, contactez le CCCA-BTP

19, rue du Père Corentin
75 014 Paris

**Direction des Appels à Projets et des
Expérimentations**



www.ccca-btp.fr

